

**Conseil d'administration**  
**3 et 4 mars 2021**

En référence au  
point 2 de l'ordre du jour

**Point à l'ordre du jour Rapports de la Présidente et du DG**

**Action requise**

**Le Conseil de prendre note du rapport.**

(Veuillez noter que ce rapport n'examine pas les points qui seront à l'ordre du jour de la réunion de mars)

Le début de 2021 a vu une accélération de la pandémie à coronavirus avec des pays engagés dans une course à la vaccination qui, une fois de plus, expose les profondes inégalités auxquelles nous sommes quotidiennement confronté-e-s. Avec des images de la foule inspirée par Trump donnant l'assaut au Capitole encore présentes aux yeux du monde entier, l'inauguration du président Biden a été accueillie avec un soupir de soulagement. Ce dernier a agi rapidement et émis plusieurs décrets visant à atténuer certains des dommages causés au cours de ces quatre dernières années. Voici ceux qui ont le plus grand impact sur notre mission :

- Biden a mis fin à la règle du bâillon mondial, mais nous devons maintenir la pression, en étroite coordination avec la PFFA, afin que le Congrès américain légifère en faveur d'une abrogation permanente qui mettrait un terme aux retours de balanciers.
- Biden a également conseillé au Secrétaire d'état de reprendre le financement du FNUAP.
- Un certain nombre de décrets visant à améliorer l'accès à la contraception aux États-Unis et à protéger la communauté LGBTQI + de la discrimination.

Cela dit, il semblerait que la nouvelle administration a peu d'appétit dans pour reconnaître que l'avortement est un soin de santé et abroger l'Amendement Helms (1973) qui limite le financement fédéral des services d'avortement sans risque.

À la suite de ces décrets exécutifs, nous sommes de nouveau sollicités pour des AFR (*accords de financement restreint*) spécifiques et avons repris le dialogue avec USAID à Washington.

Nous venons de créer un poste aux États-Unis et de recruter spécifiquement afin de reconstruire cet engagement et les AM doivent également commencer à recontacter les missions.

A l'extérieur des États-Unis, nous avons vu l'Argentine offrir enfin un accès à la demande [d'avortement] dans les premières 14 semaines. Mais les progrès sont inégaux dans le monde. Nous avons regardé avec horreur le Honduras - déjà complètement restreint - chercher à neutraliser toute réforme future [de la législation relative à l'IVG]. En Pologne, nous avons constaté la violence accrue de l'État, avec une interdiction quasi totale de l'IVG et de nouvelles violences et arrestations à l'encontre des manifestant-e-s. Dans tous les cas ci-dessus, nous avons continué de soutenir nos collègues et de communiquer ces informations dans les médias et nos réseaux informels. D'Asie et d'Afrique, nous avons reçu la bonne nouvelle que le Bhoutan et l'Angola ont dépénalisé les relations entre personnes de même sexe, et au Gabon, la Chambre et le Sénat ont également adopté une loi à cet égard. Un geste bienvenu.

Les confinements nécessaires pour maintenir le coronavirus à distance se sont poursuivis et même intensifiés dans de nombreux pays en attendant l'impact de la mise en place de vaccinations de masse. En conséquence, les économies continuent de se contracter et le rebond attendu ne cesse de se faire attendre. Ceci impacte les budgets d'APD qui se rétrécissent, particulièrement dans les plus petits pays industrialisés, la plus grande partie de l'argent disponible allant à l'achat de vaccins. Alors que les aspects de la santé font en général l'objet d'une nouvelle priorité, la combinaison de budgets plus serrés (Japon), d'agences gouvernementales de développement en désarroi (Royaume-Uni) et de changements de stratégie (grand donateur anonyme) a un impact sur nos perspectives de revenus pour 2021 et au-delà. Le manque de réponse à notre demande de prorogation du programme WISH, que nous avons soumise en juin 2020 à la demande du FCDO, est aujourd'hui un gros facteur d'inquiétude, d'incertitude et de risques.

Nous commençons à être à court de temps et WISH est trop important désormais pour que nous puissions combler la faille budgétaire si aucune rallonge du programme n'est acceptée. Il y aura alors des ramifications supplémentaires car WISH contribue aujourd'hui à des ressources dans plusieurs domaines clés (données, sauvegarde, approvisionnement).

Le groupe de travail Covid-19 continue d'aider les associations membres à maintenir des services essentiels pendant la pandémie. Les AM confrontées à de graves diminutions de leurs opérations sont classées par ordre de priorité et des lignes directrices sur la manière de se préparer et d'accéder aux vaccins Covid-19 ont été élaborées. Au niveau mondial, nous avons œuvré afin de veiller à ce que les gouvernements s'engagent à développer des plans et

des politiques de lutte contre la COVID-19 qui tiennent compte du genre, incluent des mesures de prévention contre la violence sexuelle et sexiste, garantissent l'accès aux services, à l'information et à l'éducation en matière de SSR, et s'assurent que les droits des femmes et des filles et les SDRS soient respectés.

Le partenariat *Planification familiale 2020* (FP2020) lancé lors du sommet de Londres en 2012 a pris fin. Il n'a pas atteint son objectif initial de faire en sorte que 120 millions de femmes et de filles supplémentaires puissent avoir accès à la contraception, mais il a légèrement aplani la courbe, la moitié de ce nombre (60 m) ayant été atteint, et il a contribué à accroître considérablement la qualité des données disponibles. Nous faisons partie du groupe référent et notre contribution a été reconnue lors de l'événement de clôture. L'IPPF continue de s'engager étroitement dans ce partenariat qui va transitionner vers FP2030.

Le début de l'année a également vu la première réunion de fond de la Commission de haut niveau sur la CIPD25. La Commission a décidé de se concentrer sur des questions thématiques difficiles pour une organisation intergouvernementale. Il n'est pas clair encore sur quoi ses travaux vont aboutir et nous devons travailler dur pour ne pas perdre de vue les 1200 engagements pris à l'échelon national à Nairobi. Dans l'esprit de la réforme et le respect de son statut d'organisation centrée sur ses AM, l'IPPF est ainsi représentée au Forum Génération Égalité (FGE) par MEXFAM et Le Planning Familial, nos AM du Mexique et de France, qui dirigent ainsi conjointement la *Coalition d'action sur le droit à disposer de son corps* et les SDRS.

L'IPPF a priorisé une (nouvelle) tentative pour remédier à la dure réalité mise en évidence par l'essai ECHO : des centaines de milliers d'adolescentes et de jeunes femmes vont sur les plateformes de planification familiale pour accéder à la contraception mais nous ne leur fournissons pas la protection nécessaire contre les infections à VIH et les IST. Les nouvelles technologies de prévention antirétrovirales (PrEP – prophylaxie pré exposition au VIH – à action prolongée ; anneau vaginal imprégné de dapivirine) en cours de développement rendront cet échec encore plus scandaleux. Nous avons mobilisé le Fonds mondial, le FNUAP, l'ONUSIDA et l'OMS et il semblerait qu'un plan d'action conjoint pourrait être mis en place. La session extraordinaire sur le VIH / SIDA et l'adoption d'une déclaration politique devraient garantir des engagements forts de la part des États membres sur cette question importante.

Du point de vue de la gouvernance, tous les Comités du CA sont désormais constitués et ont tenu leurs premières réunions à la suite d'un programme d'intégration engagé et interactif. La plupart sont en train de finaliser leurs objectifs et échéanciers pour l'année à venir.

Des fraudes importantes et des crises internes font que nos AM du Kenya, du Libéria et du Sénégal sont au bord de la suspension et de l'implosion, ce qui témoigne de l'insuffisance de la gouvernance nationale et des dispositifs fiduciaires. Il serait surprenant que cela n'induisse un désengagement des donateurs.

La conception du nouveau cadre stratégique est désormais en cours sous la supervision du C-SIP (*Comité stratégie, investissements et politiques*). Nous missionnons également de la recherche et sommes impatients de poursuivre ce voyage avec vous et les membres.

Bien que les chiffres ci-dessous n'aient pas encore été audités et que des derniers ajustements soient toujours en cours, nous pouvons anticiper les chiffres définitifs de 2020 qui montrent une solide performance financière malgré la pandémie et le départ de WHR.

| <i>Items</i>                          | <i>Non restreint / de base</i> | <i>Restreints</i> | <i>Réservés</i>   | <i>Total</i>      |
|---------------------------------------|--------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Revenus                               | 62 776 868                     | 100 444 591       | 9 546             | 163 231 005       |
| Dépenses                              | -56 229 514                    | -103 233 384      | -6 967 882        | -166 430 780      |
| Total Excédent/ Déficit               | <b>6 547 354</b>               | <b>-2 788 793</b> | <b>-6 958 336</b> | <b>-3 199 775</b> |
| Moins values latentes sur les changes | -2 500 698                     | 109 565           | -1 007            | -2 392 140        |
| Mouvement net Excédent/déficit        | <b>4 046 656</b>               | <b>-2 679 228</b> | <b>-6 959 343</b> | <b>-5 591 915</b> |

Cela porterait le niveau des réserves générales bien au-dessus de notre plancher d'US \$18 millions, et nous reviendrons devant le Conseil, par le biais du C-FAR, pour demander une affectation spécifique d'une partie, ou de tout, le solde afin de renforcer nos systèmes.

| <b>Type de Fonds</b>                               | <b>Montant (US\$)</b> |
|--|-----------------------|
| Réserves générales                                 | 21 125 940            |
| Fonds régionaux affectés                           | 2 206 616             |
| <i>Fonds régionaux affectés (projets mondiaux)</i> | 9 233 023             |
| <i>Fonds régional affecté (projets d'ARO)</i>      | 4 333 022             |
| <i>Fonds régional affecté (projets d'ENRO)</i>     | 922 665               |
| <i>Fonds régional affecté (projets de SARO)</i>    | 1 987 484             |
| <b>Total</b>                                       | <b>39 808 750</b>     |